



Le CSAL du 05 novembre dernier était convoqué dans une situation de crise sociale, économique et démocratique sans précédent.

Le contexte budgétaire est placé sous le sceau d'une austérité qui aura de lourdes conséquences sociales.

Les dernières annonces gouvernementales, par le biais de Guillaume KASBARIAN, ministre de la fonction publique, sont inacceptables, et ne reflète que la volonté de ce gouvernement de faire du fonctionnaire bashing. Citons entre autres :

- Le gel du point d'indice, encore et toujours ;
- La suppression de la GIPA (garantie individuelle au pouvoir d'achat). Cette GIPA n'était pas un cadeau fait aux agents : elle ne servait qu'à maintenir le niveau de rémunérations des agents publics lorsque leur traitement indiciaire brut avait évolué moins vite que l'indice des prix à la consommation, avec comme période de référence les quatre dernières années. La GIPA n'a donc pour objectif que de compenser la perte de pouvoir d'achat, induite par les différentes mesures gouvernementales.
- Le passage de 1 à 3 jours de carence et le maintien de la rémunération durant les trois premiers mois du congé maladie qui passerait de 100 % à 90 %. Peut-être faudrait-il, avant d'accuser les fonctionnaires d'être trop souvent en arrêt maladie, s'inquiéter de la raison des arrêts maladies, qui résultent sans nul doute de la dégradation incessante des conditions de travail ;
- L'attaque portée contre le statut général des fonctionnaires avec la volonté de suppression des catégories A, B et C ;
- La volonté de mettre en place la rémunération au mérite ;
- De nouvelles suppressions de postes, soit 550 pour la DGFIP en 2025
- (...)

Sans oublier la volonté de la DG de notamment :

- Supprimer purement et simplement les ponts naturels, sans aucune concertation avec les syndicats ;
- Restreindre toujours plus les possibilités de mutation des agents.

Enfin, au niveau local, les organisations syndicales ne pouvaient décemment pas préparer correctement ce CSAL, sa convocation ayant lieu juste après les vacances, et les documents ayant été reçus pendant les congés.

Les agents de la fonction publique ne sont en rien responsables de la dette de l'État. Les agents de la DGFIP, comme l'ensemble des fonctionnaires, n'ont pas à payer pour des décisions gouvernementales ayant créé une austérité toujours plus grande.

Les agents de la DGFIP ont toujours été exemplaires, contrairement aux différentes réformes qu'ils ont subi et qui ont dégradé leurs conditions de travail : suppressions incessantes d'emplois, restrictions budgétaires et destruction du réseau de proximité, mais aussi réforme des retraites, dont nous demandons toujours l'abrogation.

C'est pour toutes ces raisons, dont la liste n'est pas exhaustive, que nos organisations syndicales n'étaient pas présentes lors de la première convocation du CSAL le 05 novembre dernier et que les organisations syndicales appellent l'ensemble des agents à la grève et à la manifestation le 05 décembre prochain.